



COMMUNE D'ALENYA

ARRETE DU Maire N°2025/071

**Portant rectification d'une erreur matérielle de l'arrêté n°2025/070 PRESCRIVANT L'ENQUÊTE PUBLIQUE
RELATIVE A LA MODIFICATION N° 3 DU PLAN LOCAL D'URBANISME**

Le Maire,

VU le Code de l'urbanisme et notamment les articles L153-36 et suivant ; L. 153-41 et suivants et R. 153-8 à R. 153-10 ;

VU l'arrêté du maire n°2025/070 en date du 07 juillet 2025 prescrivant l'ouverture de l'enquête publique relative à la modification n°3 du PLU

VU le courriel du service du contrôle de légalité de la préfecture des Pyrénées Orientales en date du 9 juillet 2025

Considérant que l'arrêté du maire n°2025/070 en date du 07 juillet 2025 prescrivant l'ouverture de l'enquête publique relative à la modification n°3 du PLU est affecté d'une erreur purement matérielle concernant la date de fin de l'enquête publique qui a été indiquée, par erreur, comme étant le 13 juillet 2025 alors qu'il fallait lire « 13 août 2025 ».

Considérant qu'il convient de corriger cette erreur purement matérielle en remplaçant les mots « 13 juillet 2025 » par les mots « 13 août 2025 » au deuxième alinéa de l'article 1^{er}.

ARRETE

ARTICLE 1^{er}: L'article 1 de l'arrêté du maire n°2025/070 en date du 07 juillet 2025 prescrivant l'ouverture de l'enquête publique relative à la modification n°3 du PLU est rectifié de la manière suivante :

Le deuxième paragraphe de cet article (« Elle sera organisée à compter du 28 juillet 2025 jusqu'au 13 juillet 2025 soit d'une durée de 17 jours consécutifs. ») est désormais ainsi rédigé : « Elle sera organisée à compter du 28 juillet 2025 jusqu'au 13 août 2025 soit d'une durée de 17 jours consécutifs »

Le reste de l'arrêté du maire n°2025/070 en date du 07 juillet 2025 prescrivant l'ouverture de l'enquête publique relative à la modification n°3 du PLU est inchangé.

Copie du présent arrêté sera adressée à :

- Monsieur le Préfet,
- Mme le Commissaire enquêteur,
- M le Commissaire enquêteur suppléant.

Fait à Alénia, le 11/07/2025

**Le Maire,
Jean André MAGDALOU.**



Le Maire,

- Certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte
- Informe que la présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de 2 mois à compter de sa réception par le représentant de l'Etat et sa publication.

Acte rendu exécutoire après

- dépôt en Préfecture le : 11/07/2025
- Affichage le : 11/07/2025
- Publié le : 11/07/2025